

DÉCLARATION DE M. FRANÇOIS HOLLANDE, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, SUR LES DÉFIS ET PRIORITÉS DE LA POLITIQUE GOUVERNEMENTALE, À PARIS LE 31 MARS 2014.

31 MARCH 2014 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

Mes chers compatriotes,

Ce soir, je m'adresse à vous parce que c'est un moment important de notre vie nationale.

A l'occasion des dernières élections municipales, en votant ou en vous abstenant, vous avez exprimé votre mécontentement et votre déception.

J'ai entendu votre message, il est clair.

Pas assez de changements et donc trop de lenteur.

Pas assez d'emplois et donc trop de chômage.

Pas assez de justice sociale et trop d'impôts.

Pas assez d'efficacité dans l'action publique et donc trop d'interrogations sur la capacité de notre pays à s'en sortir, alors qu'il a tant d'atouts.

Je n'ignore rien non plus des souffrances de beaucoup d'entre vous à finir les fins de mois, à assurer l'éducation de vos enfants, à trouver un logement. Je sais que des Français se sentent oubliés, abandonnés quand ils ne sont pas relégués.

Ce message, il m'est adressé personnellement. Je dois y répondre. Avec sincérité. Avec la conviction intime que je me suis forgée depuis 22 mois, comme Président de la République.

Je vous le confirme ici : le redressement du pays est indispensable. Celui de notre appareil productif. Celui de nos comptes publics. Celui de notre influence en Europe et dans le monde.

Je l'ai donc décidé dès mon arrivée à la tête de l'Etat, et sans cet effort national, la France aurait continué à décrocher.

Le gouvernement de Jean-Marc AYRAULT s'est consacré avec courage et abnégation à cette tâche difficile. Il a réussi à rétablir la situation très dégradée dont nous avons hérité. Il a engagé des réformes qui feront honneur à celles et ceux qui les ont proposées et votées. Je veux lui exprimer ma reconnaissance.

Il est temps aujourd'hui d'ouvrir une nouvelle étape.

Et j'ai donc confié à Manuel VALLS la mission de conduire le gouvernement de la France.

Ce sera une équipe resserrée, cohérente et soudée. Un gouvernement de combat pour atteindre trois objectifs.

D'abord, redonner de la force à notre économie. C'est indispensable ! Ce sont les entreprises qui créent les emplois et nous devons tout faire pour qu'elles y parviennent. Car la première des injustices, c'est le chômage. C'est le sens du « pacte de responsabilité ». Moins de charges sur les entreprises, en particulier sur les bas salaires et, en contrepartie, plus d'embauches et plus d'investissement. C'est un acte de confiance pour tous les acteurs économiques et les partenaires sociaux. Voilà l'enjeu. Il est décisif pour l'avenir de notre pays. Produire plus et mieux, produire en France.

Produire différemment, aussi. C'est l'exigence de la transition énergétique pour préparer la France de demain, à être moins dépendante du pétrole comme du tout nucléaire. A prendre de l'avance sur les industries vertes.

Ensuite, la justice sociale.

Au Pacte de responsabilité, doit correspondre un pacte de solidarité dont le premier pilier est l'éducation, et la formation de la jeunesse et le second, c'est la sécurité sociale avec la priorité donnée à la Santé et le troisième, c'est le pouvoir d'achat avec une réduction des impôts des Français et une baisse des cotisations payées par les salariés.

Pour y parvenir, le gouvernement aura à mettre en uvre le programme d'économies budgétaires que j'ai annoncé.

Il ne s'agit pas de faire des économies pour faire des économies. Il ne peut être question de fragiliser la croissance qui repart. Il s'agit de transformer notre Etat. Il s'agit de réformer l'organisation de nos

territoires. Il s'agit de préserver notre modèle social. Bref, d'être plus juste et plus efficace.

Le gouvernement aura aussi à convaincre l'Europe que cette contribution de la France à la compétitivité et à la croissance doit être prise en compte dans le respect de ses engagements. Car renforcer l'économie française, c'est la meilleure façon de réorienter l'Europe.

Enfin, je veux terminer par un message d'apaisement et de rassemblement. La France souffre de ses divisions. Elle connaît une crise civique, et même morale. Elle subit une contestation de ses institutions y compris de sa Justice. Elle perd son énergie dans de vaines querelles. Elle cultive une angoisse que les extrêmes utilisent pour attiser les haines et les rejets. La République est notre bien commun. Je ne laisserai aucune de ses valeurs être abîmée ou froissée, où que ce soit sur le territoire national. Aucune forme d'exclusion, de stigmatisation, pas plus que de communautarisme, ne sera tolérée.

Le dialogue et le respect sont plus que jamais la meilleure méthode pour réunir les Français et leurs représentants. C'est la mienne.

Je suis et resterai fidèle à mes engagements. Je n'oublie pas qui m'a fait confiance, qui m'a élu, ni pourquoi.

Les choix que j'ai fait depuis deux ans ont été difficiles au regard de la gravité de la situation qui m'a été laissée. Je le savais et j'en assume la totale responsabilité. Mais, mon devoir, c'est de savoir dépasser les résultats immédiats pour inscrire mon action dans le destin d'un grand pays comme le nôtre. C'est de faire preuve d'audace dans les choix et de constance dans le cap.

Car, je n'ai qu'un seul objectif, la réussite de la France et des Français.

C'est ma mission, je l'assumerai sans faille.

Vive la République !Vive la France !